

LA PROBLÉMATIQUE DE LA CRISE DE LÉGITIMITÉ ET LA FRAUDE ÉLECTORALE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, JOSEPH KABILA ACTEUR PRINCIPAL: “ de 2001 à nos jours ”. Analyse et Perspectives d’avenir



**JUMA ZUBERI PEACE: Chercheur Indépendant et Activiste des Droits de l'Homme
PhD. Studies International Relations and humanitarian Law**

Résumé

59 ans après son indépendance la République Démocratique du Congo reste un état failli où règne la misère, les meurtres, l'impunité, l'insécurité, les tueries, les arrestations arbitraires, les viols, la pauvreté, la malnutrition, les antivauteurs, les archissements sans cause, la corruption, les violations graves des droits de l'homme et toutes les atrocités de tout genre. Pendant que ce pays de vaste étendue en Afrique Centrale dont il existe dans son sous-sol toutes les richesses du monde qui permettent l'industrialisation des grandes envergures. Fort malheureusement, le système anti-démocratique et l'absence d'un état des droits instauré par le Kabilisme pendant deux décennies a entravé, l'instauration de la paix, la stabilité économique, la politique sociale, l'éducation et le développement dans son ensemble. Et pourtant la République Démocratique du Congo est un pays plus riche en minerais dont elle possède la plus grande quantité de diamants industriels au monde bien évidemment avec plus grande quantité de fer et de plus de 30 % de la production mondiale de la bonne qualité de cuivre. Mais aussi la République Démocratique du Congo contient également du zinc, de l'étain, de l'or, de l'argent, du nickel, du calcaire, du tungstène, de l'uranium, du coltan, de cobalt et d'autres minerais qui sont utilisés essentiellement dans la fabrication des produits électroniques et de la transformation technologique mondiale. Fort et malheureusement son peuple demeure dans une misère indescriptible. L'instauration d'un état des droits et le respect des principes de la démocratie restent des aspects importants dans la résolution de toutes les crises en République Démocratique du Congo. L'analyse de cet article permettra de découvrir le fondement cause de toutes les crises.

Mots clés: Congo, Belgium, ignorance, libéralisme politique, richesses sous-sol, crise de légitimité, sous-développement, industrialisation,

THE PROBLEM OF THE CRISIS OF LEGITIMACY AND ELECTORAL FRAUD IN DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO: JOSEPH KABILA KEY PLAYER "from 2001 to the present" Analysis and Future Prospects

Abstract

59 years after independence, Democratic Republic of Congo remains a bankrupt state, where misery, murder, impunity, insecurity, killings, arbitrary arrests, rapes, poverty, malnutrition, antivauteurs unjust arrests, corruption, grave violations of human rights and all atrocities of every kind. While this country of vast expanse in Central Africa of which it exists in its soil all the riches of the world which allow the industrialization of large sizes. Unfortunately, the anti-democratic system and lack of a state of rights established by Kabilism for two decades has hindered, the establishment of peace, economic stability, social policy, education and development in his outfit. And yet the Democratic Republic of the Congo is a country richer in minerals whose it owns the largest quantity of industrial diamonds in the world obviously with more iron and more than 30% of the world's production of good quality copper. But also the Democratic Republic of Congo also contains zinc, tin, gold, silver, nickel, limestone, tungsten, uranium, coltan, cobalt and other which are used primarily in the manufacture of electronic products and the global technological transformation. Strong and unfortunately his people live in indescribable misery. The establishment of a state of rights and respect for the principles of democracy remain important aspects in the resolution of all crises in the Democratic Republic of Congo. The analysis of this article will uncover the root cause of all crises.

Key words: Congo, Belgium, ignorance, political liberalism, underground wealth, legitimacy crisis, under development, industrialisation,

LA PROBLÉMATIQUE DE LA CRISE DE LÉGITIMITÉ ET LA FRAUDE ÉLECTORALE EN RDC JOSEPH KABILA COMME ACTEUR PRINCIPAL" de 2001 à nos jours " Analyse et Perspectives d'avenir

HISTORIQUE DE LA CRISE

En effet après l'assassinat du Mzee Laurent désiré Kabila Joseph Kabila succède au pouvoir avec le slogan de la réconciliation et de pacification du pays qui était déchiré en trois morceaux par des rébellions notamment à l'Est par le Rensemblement de Congolais pour la Démocratie RCD soutenue par le Rwanda et le Burundi. Quelque temps après le fameux mouvement s'est divisé en deux RDC/ML qui sera soutenu par le président Ougandais Yoweri Kaguta Museveni le et RDC/Goma soutenu par Paul Kagame et la parite du Nord reste occupée par le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba. **François Ngolet** : Crisis in the Congo: The Rise and Fall of Laurent Kabila, 2011: 79-86)

Dans la recherche de resolution de crise politique le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba en Éthiopie 80 délégués représentant le gouvernement congolais (PPRD), les rébellions (RCD, RCD-ML, MLC) (**Nissé Nzereka Mugendi, Bruxelles : 2011, 91-104**) bien entendu avec les partis d'opposition politique et la société civile tous avec objectif de régler le volet politique de l'Accord de Lusaka dont le cessez-le-feu n'a pas été respecté depuis juillet 1999 Interrompu à plusieurs reprises, il mène à la ratification de " l'accord global et inclusif de Prétorie" le 2 avril 2003 à Sun City (Afrique du Sud).

L'accord de Sun city créa un cadre bien entendu visant à mettre sur pied un gouvernement unifié et multipartite, ainsi qu'une feuille de route notamment pour des élections démocratiques. Bien entendu dans le cadre de la resolution d'interminable crise dans ce pays. (**André Kabanda Kana K.** l'interminable crise du Congo-Kinshasa: Origines et Conséquences: 2005).

Par l'entendement l'accord permitra entre autres Mr. Joseph Kabila de demeurer président de la république démocratique du Congo pendant une période de transition de deux

ans, extensible pour une année supplémentaire, avec le président du mouvement de libération du Congo Jean-Pierre Bemba comme Premier ministre dans un gouvernement de transition.(**Charles Wola Bangala:** L'ONU et la crise des Grands Lacs en République démocratique du Congo: Harmattan: 2009)

Il était également prévu que Kabila partage le pouvoir avec quatre vice-présidents, un issu de chacun des deux principaux groupes rebelles, un du gouvernement et un de l'opposition non armée.

Les ministères seraient répartis équitablement et les anciens combattants de l'opposition, intégrés à l'armée et à la police. Après la signature cet accord, des critiques

relevèrent que rien ne prévoyait l'unification de l'armée, ce qui affaiblit bien entendu l'efficacité du traité. Aucun compte-rendu détaillé contenant les procès-verbaux des

négociations, les rapports des commissions et les résolutions ne furent remis aux délégués à l'issue de la rencontre, ce qui a rendu difficile tout débat éclairé au Congo.

La signature de l'accord engendra une diminution des combats mais sans toutefois mettre fin à la guerre. <http://www.irenees.net>: L' accord de paix de Prétoria en République Démocratique du Congo by Cyril Musila, Paris, février 2003.

FIN DE LA TRANSITION ET L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS

A la fin de transition Joseph Kabila a organisé les élections en 2006 dont les partis d'opposition étaient alliés à Jean-Pierre Bemba ont perdu les élections selon la publication qui a été faite par la commission électorale indépendante par la suite il y a eu les affrontements entre les deux camps. Et les affrontements ont connu de morts bien entendu des victimes innocentes entre les civiles, militaires et policiers.

En 2011 Joseph Kabila a taillé quelques articles de la constitution à sa faveur notamment celui d'un seul tour et organise les élections même chose les parties d'oppositions qui étaient alliés derrière le leader de l'UDPS Mr. Etienne Tshisekedi wa Mulumba a perdu les élections avec contestation dont la crise de légitimité n'avait pas trouvé la solution.

Joseph Kabila et son camp constant qu'ils ont arrivés fin mandat et ils ont bloqué par l'article 220 de la constitution ne les permettra pas de briguer un troisième mandat les tentatives de glissement avait bel et bien commencé.

"Rassemblement des forces acquises au changement"

- un organe mis sur pied lors du conclave tenu les 9 et 10 juin par l'opposition congolaise à Genval à l'initiative du président de l'UDPS. M. Tshisekedi a ainsi fait connaître la position officielle de l'opposition congolaise en ce qui concerne le dialogue proposé par Mr. Joseph Kabila pour "des élections apaisées" alors que son mandat expire le 19 décembre prochain. "Non au dialogue convoqué sur base de l'ordonnance du 28 novembre 2015 de Mr. Joseph Kabila, oui au dialogue convoqué dans

l'esprit et la lettre de la résolution 2277 du Conseil de sécurité", souligne le communiqué signé par Augustin Kabuya et adressé à l'agence Belga.

La résolution 2277, qui prolonge le mandat de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), appelle aussi le pouvoir de Kinshasa à tenir rapidement des élections libres et crédibles et à organiser un dialogue politique. Aux termes de la Constitution congolaise de

2006, Mr. Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001 et dont le mandat expire le 19 décembre, n'a pas le droit de se représenter.

Mais l'opposition accuse le chef de l'État congolais, qui entretient le flou autour de ses intentions et de son avenir politique, de chercher à tout faire pour se maintenir à la tête du pays au-delà du terme de son mandat en favorisant le "glissement" des échéances électorales.

La question de la participation au dialogue imaginé par Mr. Joseph Kabila divise l'opposition congolaise, entre l'UDPS, qui s'y montrait jusqu'ici favorable sous conditions bien évidemment.

- en échange de l'obtention de postes de responsabilité, accusaient ses détracteurs
- et la Dynamique de l'Opposition, plus radicale.

L'opposition congolaise rassemblée autour du Président de l'Udps Etienne Tshisekedi wa Mulumba à par ailleurs réaffirmé samedi son exigence de la libération "sans condition" de tous les prisonniers politiques détenus en RDC et la mise en place d'un panel des envoyés spéciaux de la communauté internationale destiné à suivre la situation dans le pays "pour des raisons de transparence".

Il déclenche les manoeuvres d'un dialogue politique avec toutes les parties composantes notamment les partis d'oppositions et la société civile conforme

Quelque temps après le régime du président Joseph Kabila cherchera à manipuler certains partis d'opposition notamment l'UDPS pour la tenue de ce fameux dialogue car la plupart des partis d'opposition n'étaient pas d'accord d'un quelconque dialogue surtout que Joseph était arrivé presque à la fin de son mandat. L'UDPS étant convaincu par les propositions faites par le camps du régime de Joseph Kabila.

à "l'esprit" et à "la lettre" de la résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU qui préconise que ce forum soit dirigé par une médiation internationale. L'UDPS a fait cette "mise au point" dans un communiqué publié par son secrétaire national adjoint chargé de la communication et attaché de presse du président du parti, le vieil opposant Etienne Tshisekedi wa Mulumba, à la suite d'un entretien entre M. Tshisekedi et le facilitateur du dialogue politique congolais pour le compte de l'Union africaine (UA), l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo.

troisième refus du dialogue entre l'UDPS et le camps de Joseph Kabila organisé par Eden Kodjo (<http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-troisieme-refus-de-tshisekedi-au-dialogue-de-kabila/>)

M. Tshisekedi, 83 ans, en convalescence en Belgique depuis près de deux ans, a rencontré M. Kodjo vendredi soir à Bruxelles, entouré des membres du comité de sages .

La République Démocratique du Congo a organisée les élections présidentielles législatives et provinciales qui ont eu lieu le 30 décembre 2018 après l'attente de deux ans du retard après la prolongation et glissement imposé par Joseph Kabila et son régime.

Quelque soit la hauteur des cris d'alerte de l'opposition, de la société encore moins de la communauté internationale sur l'absence de crédibilité du processus électoral organisation par Joseph Kabila et son acolyte Corneille Nangaa.

C'est tellement important de signaler qu'avant les élections, plusieurs mémorandum et déclarations ont été faites à travers les manifestations de protestations à plusieurs reprises bien entendu à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, organisées par la société civile et les partis d'oppositions . Pour dénoncer d'abord le manque de volonté de

Joseph Kabila d'organiser les élections après l'échec de la modification de l'article 220 de la constitution qui limite le mandat du chef de l'état, par la suite plusieurs tentatives de tricherie ont été orchestrées par le régime pendant le processus électoral. fin de compte le régime était contrain d'organisé les élections.

Par son histoire l'ancien président Gabonais le défunt Elhaj **Omar Bongo Ondimba lors d'un discours en 2005**) aurait déclaré que dans le continent Africain, un chef ne peut pas organiser des élections pour les perdre. C'est certainement un comportement nous observons tous au sein des dirigeant Africains. Le 10 janvier 2019, bien entendu après des élections controversées en République démocratique du Congo, entachées de plusieurs d'irrégularités et d'une répression violente, l'organe désigné pour l'organisation de ces élections " Commission électorale nationale indépendante" (CENI) a déclaré Mr Félix Tshisekedi, candidat du parti de l'opposition Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), vainqueur, avec 38%.

Mr. Martin Fayulu Madidi, un autre candidat de l'opposition de la plate-forme LAMUKA est arrivé en deuxième position avec 34%, devant le successeur choisi par le Président sortant Joseph Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, qui s'est inscrit à 23%. En effet, ce qui signifie que le président Joseph Kabila avait perdu les élections.

Avant d'analyser les faits qui ont caractérisés la fraude électorale constatés dans ces élections il m' a été nécessaire de montrer d'une manière historique, les résistances faites par les partis d'oppositions contre le président de la commission électorale indépendante (CENI) sur sa complicité avec le pouvoir bien évidemment le régime du président Joseph Kabila pour déstabiliser l'opposition.

Après le vote du 30 décembre 2018, il est vite devenu évident que le candidat de Kabila avait perdu. Plus étonnant, il semble que Fayulu, ancien dirigeant du secteur pétrolier et l'un des critiques les plus assidus de Kabila, ait peut-être gagné. La CENI a différé la

LE RÉSULTAT DES ELECTIONS DE 2018 APPROUVÉES

publication des résultats provisoires, mettant en branle une rumeur selon laquelle une solution serait trouvée.

La Conférence nationale des évêques catholiques (CENCO), qui a déployé 40 000 observateurs électoraux, a invité la CENI à publier des résultats reflétant la volonté du peuple , en disant qu'ils connaissaient le vrai gagnant. La position de l'Église catholique a suscité l'attente de la population et davantage attiré l'attention de la presse étrangère et des pays donateurs sur la CENI.

Dans l'intervalle, alors que les Congolais attendaient les résultats des élections, des informations faisant état de pourparlers secrets entre Tshisekedi et le camp de Kabila avaient été publiées et confirmées lors d'une conférence de presse donnée par Jean-Marc Kabund, secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès. Social (UDPS), le parti de

Tshisekedi. Kabila a affirmé que les deux parties avaient parlé dans l'intérêt de la réconciliation nationale, car elles sentaient qu'elles gagneraient.

Ses propos ont suscité la suspicion d'un accord avec le Front Commun pour le Congo (FCC), la coalition de Kabila . Lorsque la CENI a proclamé Tshisekedi vainqueur, Fayulu a contesté et rejeté les résultats provisoires. Il ne correspond pas aux sondages indépendants qui ont montré que Fayulu était le favori avec 47% de victoire, contre Tshisekedi et Shadary, qui affichaient des taux de favorabilité de 24% et de 19%, respectivement.

Encore plus accablant, les données de l'Église catholique et les dossiers de la CENI divulgués à la presse étrangère font également état de fraudes massives et montrent que Fayulu a remporté les élections avec 62% et 59% respectivement. Tshisekedi en avait enregistré 15 et 18%. Shadary oscillait autour de 17 et 18%.

D'après une analyse des fichiers de données et des sondages, Pierre Englebert, un universitaire réputé, a conclu que la probabilité que Tshisekedi aurait pu marquer 38% lors d'une élection libre était inférieure à la fraude présumée était si flagrante que la Communauté de développement de l'Afrique australe a exhorté la CENI à relater les votes, et l'Union africaine a convoqué une session extraordinaire des chefs d'État pour discuter de l'évolution de la situation au Congo et a demandé à la cour constitutionnelle de suspendre les résultats délégués de chefs d'Etat réunie avec les principales parties prenantes à Kinshasa.

Citant la souveraineté nationale, l'administration Kabila a ignoré la demande de l'Union africaine. La cour a rejeté l'affaire Fayulu, jugée non fondée et sans fondement, et a confirmé la victoire de Tshisekedi. Tshisekedi a été assermenté comme le cinquième président du Congo lors du premier transfert de pouvoir pacifique de l'histoire du pays,

le, 24 janvier un casse-tête congolais Le public congolais a réagi à l'ascension de Tshisekedi par des acclamations, des désespoirs et des appréhensions simultanés. D'un côté, la société civile et l'opposition empêchent Kabila, dont le mandat de 18 ans a été défini par le pillage des ressources, la violence, l'instabilité et la pauvreté, de prolonger son mandat et d'installer son successeur préféré.

Les manifestations populaires, que les forces de sécurité cherchaient à réprimer de manière sanglante, ont prévenu un amendement à la Constitution et défait toute législation liant l'élection à un recensement national. Déjà dynamiques en temps normal, les organisations de la société civile, telles que l'Église catholique, ont renforcé leur engagement et leur engagement en faveur du changement. CENCO, qui était généralement divisé entre les diocèses occidentaux et les diocèses orientaux, dont beaucoup étaient pro-Kabila dans le

passé, a canalisé les griefs de la population et parlé d'une seule voix .(Le Monde avec AFP Publié le 01 janvier 2018 à 01 janvier 2018 Le Monde Afrique).

Les plates-formes technologiques et les médias sociaux ont amplifié la mobilisation de masse de l'opposition par le biais de vidéos et d'images en temps réel d'une manière qui empêchait la CENI d'imposer Shadary comme vainqueur. Dans un rare moment d'alignement, la communauté internationale, y compris la presse étrangère, s'est approprié les préoccupations des populations face au rejet de Kabila et de Shadary. Des subventions ont été mises à la disposition des organisations de la société civile pour leur permettre de superviser le processus électoral.

SITUATION STRATÉGIQUE ET SÉCURITAIRE

Après la prestation de serment le nouveau président Felix Tshilombo Tshisekedi a procédé à la nomination de son conseiller spécial en matière de sécurité et a nouveau administrateur général de l'ANR fort et malheureusement ces personnes nommées ne jouent que le rôle de servir l'ancien président.

Actuel président ne dispose pas d'aucun service digne de ce nom l'ancien administrateur général continue de terroriser des personnes et des institutions, le tout puissant Kalev Mutond, l'un des très proches lieutenants de Kingakati, a peut-être été remplacé à la tête de service de sécurité (l'ANR), mais son rôle et sa capacité de nuisance reste intacte juste un semblant d'être remplacé par son adjoint a eu lieu.

Mais Il continue à recevoir tous les jours dans sa résidence, dans le quartier de Joli Parc, toutes les personnalités de l'ancien pouvoir qui occupent encore les institutions capitalisées par la plateforme FCC.

En ce qui concerne le nouveau président de la république qui est actuellement qui s'occupe en ce moment par ses déplacements de l'extérieurs comme de l'intérieurs du pays. Comme certaines sources d'informations provenant au sein de cette institution qui prouve que l'ancien président Joseph Kabila omniprésent serait parti avec tous les dossiers importants tous les fichiers hautement sensibles et sécurisés.

A présent Il existe deux types de fichiers: celui appelé "fichier de communication", celui qui est resté à l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), qui donne les informations à l'ancien président et ceux qui donnent les informations générales et spécifiques et techniques à l'ancien chef.

Ces fichiers techniques constituent un fichier élaboré contenant des informations précises sur les personnes, les politiciens, les activistes, les résistants à la diaspora et leurs familles, à l'extérieur et à l'intérieur. ONG, étrangers, mouvements de la société civile, etc. Comment fomenter un coup contre eux. Des machinations politiques, des méthodes de pression utilisées pour extraire ses informations de quelqu'un. Techniques de pression individuelle pour courber un récalcitrant, comme ce fut le cas pour Diomi Ndingala, Filimbi etc ... Les embuscades, les cabales, les filatures, le maquillage d'assassinats...

Le nouveau chef de l'ANR, Inzun Kakiak, rattaché au nouveau président nommé, n'a pas beaucoup de marge de manœuvre puisqu'il doit tout constituer et doit également faire référence à Kingakati pour obtenir l'approbation du dirigeant suprême. Les archives cachées de la défense, les secrets d'État sont tous à Kingakati où, chez le sanglant bourreau Kalev Mutond, qui exerce toujours sa loi sur son avenue de Ma Campagne, où si vous avez le malheur de marcher sur sa pelouse en longeant sa résidence à l'avenue de Bocage n ° 23 où vous disparaîsez ou où vous êtes battu à mort par des dizaines de gardes affectés à sa protection personnelle.

CHAOS ORGANISÉ

18 ans au pouvoir aucun changement positif bien au contraire le pays s'est redressé d'avantage, Le pillage et l'exploitation illégale des ressources naturelles du Congo. Pour contrôler illégalement toutes les richesses naturelles plus particulièrement à l'Est et dans le Grand Katanga, "Joseph Kabila" et ses amis dirigeants rwandais et ougandais ont mis en place des réseaux structurés bien entendu qui entretiennent un système de chaos organisé pour justifier la présence d'un grand nombre des militaires pour résoudre la question d'insécurité.

Mais également, le chaos s'étend partout à travers le territoire national : dans la ville de Kinshasa, au Bas-Congo, dans le Katanga et en ce moment dans les deux Kasaï dont actuellement l'insécurité est généralisée, instaurée et entretenue par les différentes milices et

les pseudo-rébellions créées par de toutes pièces équipées et téléguidées à partir de Kampala et Kigali pour pouvoir contrôler des sites miniers de la République Démocratique du Congo.

Ces groupes armés ont pillé et massacré le peuple congolais, sans aucune condamnation, les minerais du sang congolais ont permis au Rwanda et à l'Ouganda de créer les industries des premières raffineries des matières premières notamment d'or et des cuivres et cobalt pendant que dans ces pays les réserves des minerais sont très limitées.

Mais également, dans le même état d'esprit que le Rwanda a lancé l'exécution de son projet de construction d'une usine de traitement de coltan à l'échelle industrielle sur son territoire, pendant que son pays ne produit pas ces genres des matières premières pour avoir la quantité de créer une industrie.

Par ailleurs, en 2015 le rapport présenté par les experts de l'ONU a dénoncé ce trafic illégal des minerais sur le territoire congolais, et qui profitent aux pays voisins bien entendu le Rwanda et l'Ouganda ainsi qu'aux sociétés multinationales installées à Kigali et à Kampala.

Les guerres les plus meurtrières du continent africain notamment la guerre d'agression et d'invasion de 1996 à 1997. Sous couvert d'une prétendue rébellion de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo), on a voulu camoufler une agression qui a été à la base des massacres de plus de 2 millions de Hutus rwandais et de Congolais de l'Est de la RDC (sous la direction du Général rwandais James Kabarebe et Joseph Kabila'', l'ancien Président de la RD Congo), et qui a abouti à la chute du pouvoir du Maréchal Mobutu.

Sans oublier la reprise de la guerre de 1998 à 2002 organisée dans la partie de l'Est et de l'Equateur camouflée sous couvert aussi des ''rébellions'' du RCD -Goma, RCD ML, MLC. Il est important de noter que dans son rapport, l'International Rescue Committee ''

IRC '' a évalué un bilan des massacres pour cette période seulement à environ 3,8 millions de morts. Viennent ensuite, les guerres destinées à entretenir le chaos et l'infiltration des militaires rwandais dans l'Armée et la Police congolaises, avec l'entrée en scène du CNDP et le M23 de création rwando-ougandaise...

Tous ces conflits fomentés et entretenus par les Présidents rwandais et ougandais visent en finalité la balkanisation de la RDC suivie de l'annexion d'une portion du territoire congolais riche en ressources minières. En faisant le bilan de tous les rapports d'experts de l'ONU jusqu'à présent, il convient de noter que cette stratégie de chaos organisé a rendu un génocide de plus de 12 millions de mort et plus de 5 millions de déplacés de guerre et de réfugiés en RDC et personne en a parle.

Il est complètement incongru qu'au moment où le peuple congolais subit les pires affres des répressions sanglantes de la part du régime barbare de Joseph Kabila , toutes les institutions internationales puissent fermer pudiquement les yeux et garder un silence, allant jusqu'à feindre d'ignorer le génocide le plus cruel et le plus long de l'histoire de notre temps .

Ce sentiment d'injustice et de non-assistance à personne en danger est exacerbé par l'attitude de la communauté internationale, qui possède toutes les paradigmes à la base de la crise en RDC, mais qui se complait à recourir à des placebos et des simples calmants pour endormir le peuple congolais, au lieu de s'attaquer à l'origine même du mal et la dictature que et l'hotage de tout un pays que « Joseph Kabila » impose en RDC.

Ainsi, pour concrétiser très rapidement leur projet de continuer à piller la RDC, les dirigeants rwandais et ougandais se sont résolus à utiliser les viols comme armes de guerre. Et pour se faire, ils ont envoyé des militaires porteurs du VIH (virus du sida) sur le territoire congolais en vue d'accentuer les viols des femmes, des jeunes.

Tous ces conflits fomentés et entretenus par les Présidents rwandais et ougandais visent in fine la balkanisation de la RDC suivie de l'annexion d'une portion de notre territoire national riche en ressources minières à leurs pays respectifs. En faisant le bilan de tous les rapports d'experts de l'ONU produits jusqu'à présent, il convient de noter que cette stratégie de chaos organisé a déjà généré le génocide de plus de 12 millions de congolais.

Choisir de se taire devant un crime, c'est s'y associer passivement. Il est complètement incongru qu'au moment où le peuple congolais subit les pires affres des répressions sanglantes de la part du régime barbare d'occupation, toutes les institutions internationales puissent fermer pudiquement les yeux et garder un silence coupable, allant jusqu'à feindre d'ignorer le génocide le plus cruel et le plus long de l'histoire de notre temps

Ce sentiment d'injustice et de non-assistance à personne en danger est exacerbé par l'attitude de la communauté internationale, qui possède toutes les paradigmes à la base de la crise en RDC, mais qui se complait à recourir à des placebos et des simples calmants pour endormir le peuple congolais, au lieu de s'attaquer à l'origine même du mal qu'est la présence de l'occupation rwandaise avec « Joseph Kabila » imposé à la tête des institutions en RDC par la seule volonté de la Communauté internationale.

Pour accélérer le déclin démographique des congolais, le pouvoir de Kinshasa a instauré partout en RDC une politique de terreur et de violation massive des Droits de l'Homme, parallèlement à la stratégie spécifique d'extermination de la population congolaise dans des zones cibles et bien déterminées.

FAUSSE PROMESSE ET L'INCAPACITÉ DE JOSEPH KABILA

Pendant 18 ans au pouvoir Joseph Kabila était entouré par des professeurs d'universités, la en 2006 pendant la campagne électorale, Joseph Kabila promet au peuple la réalisation d'un fameux 5 chantiers si le peuple lui donne confiance il réalisera: les infrastructures (routes, rails, ponts), la création d'emplois bien entendu (qui passe par les investissements), l'éducation (les écoles et les universités sont à reconstruire), l'eau et l'électricité, et enfin, la santé. mais aussi Il a ajouté qu'il faut évidemment insister sur la transparence dans la gestion de la cité, des affaires de l'Etat .

Fort et malheureusement aucun chantier n'a été réalisé le contraire lui et sa famille ont systématiquement pillé les richesses du pays.Pour s'éterniser au pouvoir en 2011 il a taillé la constitution a sa mesure pour se faire élire au premier tour. Et pendant la campagne il ajouta encore une promesse de rendre la République Démocratique du Congo un étant Emergent, pendant que la promesse de 5 chantiers n'a jamais été réalisé.

Dans une interview de presse présidentielle Joseph Kabila il déclara qu'il cherche 15 personnes compétent de travail avec eux pendant que la RDC a plus de 80% de chomeurs. 18 ans du regne de Joseph Kabila aucun changement positif n'a été réalisé, le contraire, les indices du développement était en rouge, la classe politique immorale dont qu'on trouvé les politiciens, la police l'armée se sont tous réjouis au culte de personnalité bien entendu à louer Joseph Kabila dans leurs discours et actions d'empêcher catégoriquement le peuple de se faire exprimer en toute liberté pour revendiquer leurs droits.

ASSASSINAT DE DEUX EXPERTS DES NATIONS UNIES AU KASAÏ

En ce qui concerne la vérité sur le massacre des deux experts des nations unies, il est important de savoir que tout était planifié par Joseph Kabila et son régime, et les faits les clarifient . Des experts de l'ONU dont ils se rendaient dans une mission d'enquete, de Kinshasa - kananga en direction de Tshimbulu pour mener les enquêtes sur les fosses communes découvertes aux alentours de Tshimbulu quelques jours avant.

Pendant la disparition, des experts des Nations Unies: Zaida Catalán et Michael Sharp qui travaillaient pour l'ONU, dont ils étaient très impliquée dans le destin de la RDC depuis 1999, bien évidemment la mise en place de la Monusco, la plus coûteuse mission onusienne de la planète avec une somme de 930 millions d'euros par an et 19 000 soldats ou policiers déployés).

Et Joseph Kabila et son régime ne voulait plus la présence de cette organisation branche des Nations Unies, car la présence de celle-ci faisait mal à l'aise dans pillage que Les Nations Unies dénoncée de temps en temps. Chose étonnante, pendant que ces experts effectuent leur mission, le ministre congolais de l'information et porte parole du gouvernement " Lambert Mende Omalanga " pour cacher la vérité dans sa déclaration il a indiqué que les autorités congolaises n'étaient pas au courant de de la présence des deux experts des Nations Unies en RDC, et pourtant sur la photo de ces deux experts, ils avaient les macarons donnés par le service d'immigration (DGM).

Ça veut dire les expert on bel bien respecté la procédure avant d'effectuer leur déplacement , dans la logique des choses les présumés miliciens Kamuina Nsapu ne tuent pas et jamais les agents de l'ONU qui défendent une bonne cause, par contre le régime de Kabila a créé des milices parallèles et Joseph Kabila en sait quelque chose dans cette affaire.

Deuxiement qui a donné les deux interprètes locaux aux experts mais aussi de trois motocyclistes, dans ce crime plusieurs questions surviennent bien entendu sur la réalité des faits. Qui avait intérêt que les enquêteurs de l'ONU n'arrivent jamais sur la scène du crime, des massacres aux Kasai ?

Est ce que, les milices du Chef Kamuina Nsapu sont-t-ils responsables de ce crime de l'enlèvement et de l'assassinat des enquêteurs de l'ONU, cela relève que de la science fiction ou du mensonge du fil blanc, comment peut-on prétendre qu'une victime peut-elle empêcher que la police fasse l'enquête sur crime qui est commis contre elle ?

Ça n'a aucun sens, il s'agit de comprendre que ces enquêteurs de l'ONU étaient effectivement aux Kasai pour faire la lumière sur les massacres commis par l'armée congolaise contre les miliciens du chef Kamuina Nsapu. Comment pouvait-il croire que les mêmes miliciens de Kamuina Nsapu qui sont victimes peuvent et contre le régime qui a tué leur chef peuvent-ils encre empêcher qu'une telle enquête qui tranchera la vérité?

La communauté internationale doit nécessaire poursuivre et établit la responsabilité de l'ancien président Joseph Kabila dans cette affaire.

LA TRAHISON ET IMMORALITÉ POLITIQUE

A ce qui concerne taux de la trahison et l'immoralité politique en République Démocratique du Congo peut-on nous considérer que ces genres de comportements sont parmi de causes fondamentales de la faille du développement en RDC?

Depuis 1960-1965 qu'a commencé la trahison dont l'ancien président Mobutu avait trahit le premier ministre Patrice Émery Lumumba, ces genres de comportement reste coutumé en République Démocratique du Congo. Dans la plupart de cas dans chaque parti politique en RDC vous trouverez qu'il y a l'immoralité politique au sein des acteurs ou membre du parti, une certaine légèreté le temoigne Les partis politiques

La République démocratique du Congo, un pays où la "politique météo" est naît où la culture de l'impunité est une religion. Ne jamais rendre des comptes sur son passé est la devise. Aucun sens d'éthique aucune ligne idéologique aucun respect de la ligne politique... on adhère à un parti par fanatisme et par affairisme les transferts de l'opposition vers le pouvoir et vice-versa sont plus fréquents que lors de la trêve hivernale de Football en Europe. Mais sinon tout va bien, le taux de chômage frôle le 80 % de la population, le pays est classé parmi les 5 plus pauvres de la planète mais paradoxalement la RDC est le pays le plus riche en ressources naturelles sur terre. J'allais oublié, celui qui joue le rôle du Président de la République est arrivé, il y a 20 ans en bottes de pluie Comme enfant soldat et aujourd'hui il a réussi à voler avec sa famille et son clan plus de 20 milliards d'euros au pays.

CONCLUSION

Dans la conclusion de ce sujet il a été important de constater que l'ancien président Joseph Kabila dans ces élections il a tout planifié pour laisser la présidence stratégiquement mais pour s'octroyer une haute autorité dans le pays il contrôle le Parlement le Sénat les assemblées provinciales et toutes les provinces à travers les gouverneurs et bientôt le gouvernement central. Alors il se pose la question de savoir quelle sorte d'alternance qu'il y a eu lieu en République Démocratique du Congo.

Pour le camp FCC la compétence ou la bonne moralité des hommes politiques ne compte pas seulement il s'agit d'être un homme fidèle à Joseph Kabila vous serez désigné à prendre ne porte quelle responsabilité aux yeux de tout le monde la preuve sont-là nous avons vu. Zoe Kabila étant homme fidèle à son frère Joseph Kabila quelque soit son incapacité notoire il devient gouverneur de la province de Tanganyika, et cela se fait dans plusieurs postes de décision au profit d'un seul homme qui est Mr. Joseph Kabila et le président actuel

reste un étiquette à la tête du pays et Joseph Kabila et son camp du FCC continue à gérer tout le poste influent du pays et tous les secteurs miniers.

La République Démocratique du Congo manque un leadership au sein de sa classe politique les partis d'oppositions sont manipulés comme de mouche, dans chaque parti politique vous trouverez les acteurs qui crient jour et nuit pour dénoncer les pillages la corruption, les atrocités et la mauvaise gestion du régime en place.

Le lendemain dès qu'ils sont débouchés déboucher acheté par le même pouvoir pour devenir allié du pouvoir une fois arrivé collaborateur du régime ils oublient toutes les déclarations ils deviennent animateur et défenseur du pouvoir d'un individu bien entendu Mr. Joseph Kabila et lui donne toutes les valeurs du monde.

Quand aux leaders politiques du camp actuel (FCC) qui sont dans les affaires se passent même pas au sens d'une responsabilité étant qu'un leader dont la population espère d'avoir un changement. Pour de raisons notamment de la défense des droits de l'homme et de la démocratie certains états du monde bien entendu ceux de la communauté internationale

ont sanctionné plusieurs personnalités influentes dans le régime de Joseph Kabila suite aux plusieurs atrocités qui ont commis.

Fort et malheureusement ce sont les mêmes individus qui ont formé un bloc derrière Joseph Kabila pour influencer et jouer à la manipulation de fraude massive dans l'organisation des élections en faveur de Mr. Joseph Kabila et son régime dictatorial. Depuis son existence au pouvoir à nos jours. Bref, la crise de légitimité n'a pas été résolue en République Démocratique du Congo après des élections qui s'emblaient d'apporter une alternance démocratique.

La situation de la crise politique demeure et les choses vont se compliquer davantage, le peuple reste dans la misère le massacre, des arrestations arbitraires contre ceux qui s'opposent au système dictatorial. Mais également nous observons bientôt d'autres scénarios entre les membres influents de l'ancien président et de l'actuel présent sur des questions du pouvoir des décisions en matières militaires sécuritaires économiques. suite à une ignorance exagérée de son peuple et de sa classe politique. Pendant que ce pays a totalisé 59 d'années depuis son accession à l'indépendance. De même que la jungle continue d'exister dans une République digne de ce nom, les militaires ne sont pas prêts à qui le veut pour sa sécurité personnelle, et on

ne se rend pas justice à soi-même au point de faire torturer les gens. Ca s'appelle se placer au-dessus de la loi.

Bibliographie

François Ngolet : (Crisis in the Congo: The Rise and Fall of Laurent Kabila, 2011: 79-86)

Nissé Nzereka Mughendi, Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre (Géopolitique et résolution des conflits / Geopolitics and Conflict Resolution), Bruxelles: 2011).

André Kabanda Kana K.l'interminable crise du Congo-Kinshasa: Origines et Conséquences: 2005.

Charles Wola Bangala: (L'ONU et la crise des Grands Lacs en République démocratique du Congo: Harmattan: 2009).

Christian Amani Akili: Deux idéologies Politiques Pour Une Sortie de Crise en RDC: Une Inspiration Pour l'Afrique: **2018**

Eric Ntumba Bukasa: La RDC et le processus d'intégration des pays des Grands Lacs: Comme voie de sortie de la crise sécuritaire régionale "A la lumière de la Déclaration... de Nairobi.

Discours: (Le président Omar Bongo Ondimba lors d'un discours en 2005)

Germain Ngoie Tshibambe: Identités, ressources naturelles et conflits en RDC: Défis méthodologiques et voies de sortie.

Alphonse Makengo Nkutu: Les institutions politiques de la rdc - de la république Abidja: 2013

Sidney Tarrow and Charles Tilly: Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution: 2015

Faustin WESSA BEZIKYUMO: (Exploitation minière et impact environnemental dans les zones en conflits armés. Cas de l'Est de la RDC: 2018).

Samuel Solvit, (RDC Conflits et ressources naturelles en République Démocratique du Congo, Harmattan: 2009).

A Crisis of Legitimacy Challenges to Democracy in the 21st Century.

Jean-Chrétien D Ekambo: Histoire du Congo RDC dans la presse: Des origines à l'indépendance: 2013

Pierre Cappelaere, Congo Puissance et fragilité, 2016

Edmond Mokuinma : Géopolitique de l'eau et gouvernance en province

Theophile YUMA KALULU de la violence des jeunes dans la ville de Kisangani

Mufoncol Tshiyoyo: L'heure de nous-mêmes a sonné: Messages à la base congolaise Paris : 2019, pp.128-132.

Mehdi Belaid, le mouvement de libération du Congo en RDC: De la guérilla au parti politique Harmattan: 2008.

Theodore Trefon: Reformes au Congo (RDC): Attentes et Desillusions, Paris:2009

Justin Kabongo Tunsala: La corruption en République démocratique du Congo, Harmattan Paris: 2016, pp.189-191

Magazine : 2018, Oden Max Kashama, la Fille Du Congo: LFDC Le magazine de la femme congolaise (RDC)

<https://www.jeuneafrique.com/evenements/presidentielle-en-rdc-2018/>

Art. Journal le monde Afrique, Par Jean-Philippe Rémy Publié le 29 novembre 2011: Un pillage systématique des richesses du sous-sol.

Communiqué de presse des Nations Unies: CS/2382, du 24 octobre 2002 sur : Les groupes sur l'exploitation des ressources de la RDC denonce de l'Association de criminels avec elites politiques et Militaires Congolaises, Rwandaises et Zibambweennes

<http://www.irenees.net> : Cyril Musila, Paris, février 2003 L'accord de paix de Prétoria en République Démocratique du Congo.